



HAL
open science

Peut-on imaginer un monde sans travail salarié? Concevoir et tester une nouvelle approche.

Franco Bonomi Bezzo

► To cite this version:

Franco Bonomi Bezzo. Peut-on imaginer un monde sans travail salarié? Concevoir et tester une nouvelle approche.. 2024. hal-04530263

HAL Id: hal-04530263

<https://hal.science/hal-04530263>

Preprint submitted on 9 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Peut-on imaginer un monde sans travail salarié? Concevoir et tester une nouvelle approche.

Franco Bonomi Bezzo (Université de Milan & INED)

Résumé

Dans cet article, nous voulons proposer une réforme radicale des impôts et des prestations qui vise à s'attaquer de manière provocante à ce que nous considérons comme l'une des principales origines culturelles et éthiques de l'inégalité : le travail salarié. Nous développons donc une prestation qui comporte de fortes mesures de dissuasion du travail rémunéré et qui devrait offrir aux personnes une stratégie de sortie et un pouvoir de négociation plus élevé. Nous examinons tout d'abord les fondements théoriques de notre réforme, en commençant par une analyse critique de la signification du travail. Nous présentons ensuite les principales typologies de prestations de revenu qui sont normalement utilisées et nous expliquons la prestation de revenu universel d'autonomie (RUI) que nous avons conçue. Une simulation de l'application de l'UII au Royaume-Uni montre que l'UII a un effet positif sur l'inégalité et sur la réduction de l'entrée sur le marché du travail et de la quantité de travail rémunéré effectué, une fois sur le marché du travail.

Mots-clés : inégalité, travail, distribution des revenus, UBI, utopie, post-travail

1 Introduction

Sur les marchés du travail actuels, il semble que seules les personnes issues de milieux privilégiés disposent d'un certain degré de choix, tandis que les personnes qui n'ont pas les moyens de rester à l'écart du marché du travail sont contraintes d'accepter n'importe quel emploi (Atkinson, 2015 ; Weeks, 2011). Les principaux bénéficiaires de ces marchés du travail déséquilibrés sont les employeurs qui peuvent payer de bas salaires, étant donné la disponibilité d'une masse de travailleurs mobiles à l'échelle mondiale, prêts à accepter n'importe quel emploi (Cleaver, 1977 ; Peck, 2001). L'abondance de l'offre de main-d'œuvre semble être encore encouragée par toutes les formes de subventions au revenu qui sont conditionnées par le maintien sur le marché du travail, c'est-à-dire les prestations liées à l'emploi et toutes les formes de politiques d'aide au travail qui sont conditionnées par l'activation sur le marché du travail (Berardi, 2017 ; Granaglia & Bolzoni, 2016).

Depuis l'ouvrage de van Parijs (1991) *Why Surfers Should be Fed*, les politiques de revenu de base universel (RBI) sont apparues comme une alternative radicale au statu quo. Même si le concept n'était pas entièrement nouveau et qu'il avait été défendu, même avec des nuances différentes, bien avant par des penseurs libertaires tels que John Stuart Mill, Friedrich Hayek et Milton Friedman, après l'article fondateur de van Parijs, il est devenu beaucoup plus courant ces dernières années et a attiré l'attention d'un plus grand nombre de chercheurs. Cependant, même si de nombreux défenseurs de l'UBI tentent de le présenter comme une mesure radicale (Islam & Colombino, 2018 ; Torry, 2015 ; Tromp, 2017 ; Van Parijs & Vanderborght, 2017), l'UBI ne parvient pas à être suffisamment radical. L'UBI n'est pas assez radical et risque de perpétuer et d'accroître le déséquilibre actuel du pouvoir entre les travailleurs et les employeurs (Benanav, 2020 ; Lombardozzi et Pitts, 2020 ; Mathers, 2020 ; Morgan, 2019). En effet, toute forme possible de RBI risquerait de fournir à tout le monde la même somme d'argent qui n'est jamais censée être suffisamment élevée pour permettre de vivre dans la dignité. Ainsi, les gens seraient toujours incités à entrer sur le marché du travail et, peut-être même, à un salaire inférieur puisqu'ils ont déjà quelque chose qu'ils peuvent conserver tout en gagnant de

faibles revenus du travail. L'introduction de formes de RMI ne réduit pas la possibilité pour les employeurs de verser des bas salaires, transformant ainsi le RMI en subvention. Dans le même temps, des mesures telles que le revenu minimum inconditionnel réservé aux pauvres, bien qu'elles puissent sembler satisfaisantes pour réduire la pauvreté et l'inégalité, pourraient être moins acceptables si l'objectif est de rendre chacun libre de choisir.

L'objectif de ce travail est d'explorer une alternative aux régimes d'imposition et d'indemnisation qui pourrait donner aux gens une plus grande liberté de choisir de travailler ou non et, une fois qu'ils ont décidé de travailler, d'accroître le pouvoir de négociation des travailleurs et leur capacité à choisir l'emploi qu'ils souhaitent occuper.

Nous supposons que le fait de recevoir une somme d'argent suffisante pour vivre sans travailler (sur une base purement théorique, pas très loin du revenu médian) permettrait aux gens de refuser des emplois mal rémunérés. Plus important encore, cette somme d'argent ne serait perçue que sans travailler, tandis que dès qu'une personne gagnerait une autre somme d'argent, le revenu universel d'indépendance (RUI) serait supprimé. Contrairement au revenu de base universel (RBI) et aux régimes d'aide au revenu dont l'objectif premier est de réduire la pauvreté (Granaglia & Bolzoni, 2016 ; Islam & Colombino, 2018 ; Torry, 2018), l'objectif premier de l'IIU est de permettre à chacun d'avoir une totale liberté quant à la décision de travailler ou non, de pouvoir rester en dehors du marché du travail grâce à des revenus non liés au travail. En d'autres termes, l'objectif principal de l'introduction de l'assurance-chômage est d'accroître le pouvoir de négociation de tout travailleur en augmentant son salaire de réserve¹ .

L'archétype de l'assurance-chômage que nous proposons ici peut être brièvement résumé comme suit : chaque personne vivant dans le pays reçoit, à la fin de ses études secondaires, une somme d'argent G (autour du revenu médian, le revenu universel d'indépendance). Dès que la personne commence à travailler, elle cesse de recevoir G et paie des impôts selon la structure suivante

¹ Pour des raisons de neutralité de genre, nous utilisons dans ce document les pronoms neutres ze/hir

: pas d'impôt jusqu'à un revenu brut du travail égal à G , taux d'imposition marginaux croissants au-delà de G . Les personnes ont le droit de recevoir la somme pour toute la durée de leur vie, c'est-à-dire que les pensions sont remplacées par la somme G .

Comme les gens sont désormais libres de choisir de travailler ou non sans contrainte de revenu, le marché du travail est totalement flexible et la majorité des dépenses de sécurité sociale sont annulées. Les seules dépenses de sécurité sociale résiduelles peuvent être certaines formes d'allocations familiales et d'aide aux personnes handicapées. Différentes variantes de l'assurance-chômage peuvent être conçues en fonction de la part des régimes de retraite et de sécurité sociale actuels qui est conservée. Nous présentons ici un archétype de réforme de l'assurance-chômage.

L'une des préoccupations possibles concerne les effets d'une telle réforme sur l'offre de main-d'œuvre. Bien qu'il soit important d'étudier ces effets, une question demeure : même dans le cas où l'introduction de cette forme d'assurance-chômage entraînerait une forte réduction de l'offre de main-d'œuvre, cela ne devrait-il pas signifier que la principale raison pour laquelle les gens travaillent est la nécessité de travailler ? On peut raisonnablement craindre qu'une telle réduction de l'offre de travail ne rende l'assurance-chômage elle-même irréalisable si le nombre de demandeurs laisse le montant de l'assurance-chômage trop bas (ou si la charge fiscale augmente trop). Nous reviendrons sur ce point plus tard. Quoi qu'il en soit, une réduction de l'offre de travail, même si elle n'est peut-être pas positive dans une perspective d'équilibre général, pourrait être bénéfique en termes d'égalité des chances. Après avoir introduit une sorte d'égalité de choix sur le marché du travail, il convient d'examiner comment atteindre un équilibre différent avec la demande de main-d'œuvre. L'automatisation accrue, l'augmentation de l'efficacité et l'augmentation des salaires pour les emplois nécessaires sont autant de solutions possibles. De toute évidence, toutes ces mesures peuvent être considérées comme des coûts pour les employeurs qui, à l'inverse, dans le système actuel, peuvent réduire leurs investissements et ne sont pas incités à accroître leur efficacité en raison de l'abondance (illimitée ?) de la main-d'œuvre humaine disponible à bas prix ou subventionnée par des fonds publics.

L'introduction de l'assurance-chômage et d'une fonction fiscale continue hautement progressive devrait permettre de réduire les inégalités grâce à la redistribution des revenus et de décourager fortement le travail en raison de l'existence d'une stratégie de sortie.

Le document se déroule comme suit. La section 2 commence par analyser le concept de travail dans notre société, puis passe à un aperçu des avantages actuels que l'on trouve généralement dans les économies avancées et, enfin, décrit plus en détail notre proposition d'assurance-chômage. Dans la section 3, nous présentons les résultats d'une application empirique de l'assurance-chômage au Royaume-Uni et nous discutons des préoccupations et des mises en garde potentielles. La dernière section conclut.

2 Cadre théorique

Mark Fisher, dans *Capitalist Realism* (2009), prétend entendre par réalisme capitaliste "le sentiment largement répandu que non seulement le capitalisme est le seul système politique et économique viable aujourd'hui, mais qu'il est même impossible d'imaginer une alternative cohérente" (Fisher, 2009, p. 23). Dans cette perspective, il nous manquerait aujourd'hui une vision capable d'aller au-delà du présent pour imaginer des perspectives et des hypothèses alternatives. Nous pensons que ce que Fisher a écrit sur le capitalisme est également, et même davantage, valable lorsqu'on considère le thème du travail, car il semble difficile de remettre en question la pensée commune selon laquelle le travail est et devrait continuer à être le fondement de toute organisation sociale et que le travail est le seul outil qui permette à l'individu de développer le potentiel de l'espèce humaine. Cependant, rester dans ce cadre de raisonnement qui semble raisonnable et "normal" signifie accepter l'hégémonie culturelle, philosophique et éthique du statu quo. Cela signifie, en d'autres termes, accepter un paradigme conceptuel qui, par crainte de perdre son caractère scientifique, renonce à considérer le monde dans lequel nous vivons sous un angle véritablement critique.

2.1 Travail

Dans un premier temps, nous souhaitons définir le travail comme "une coopération productive organisée autour du modèle privilégié du travail salarié, mais pas nécessairement confinée à celui-ci" (Weeks, 2011, p.14). Conformément à cette définition et aux fins de cette étude, nous utiliserons les termes travail et travail de manière interchangeable, en évitant une distinction qui est fréquemment, bien qu'incohérente, posée. En outre, pour des raisons d'espace, bien que nous soyons conscients de l'ampleur et de l'importance de la littérature sur les implications socio-économiques du travail reproductif et du travail de soins (par exemple, Caffentzis, 2012 ; Duffy, 2007 ; Vogel, 2013), nous ne sommes pas en mesure de nous engager directement sur ces thèmes.

Marx (1844) attribue au travail un rôle positif fondamental. Le travail aliéné du travailleur dans la société capitaliste est en effet la prémisse nécessaire de la révolution qui libérera l'humanité. L'usine est conçue comme une école qui permet aux prolétaires d'acquérir une conscience de classe et de devenir une classe à part entière et donc une identité révolutionnaire. Par ailleurs, Marx voit l'aliénation du travail dans la société capitaliste mais il pense que le travail est aussi une praxis par laquelle l'individu objective les qualités de l'espèce humaine et qu'il est donc une dimension centrale et fondatrice de la pleine conscience humaine.

Dans la société capitaliste mondialisée dans laquelle nous vivons aujourd'hui, le processus de production et de croissance tend à être séparé de la conscience et de la compétence du travailleur (Klikauer, 2002). Le développement de l'automatisation ne détermine pas nécessairement la croissance du niveau de compétence et de qualification de ceux qui travaillent (Ghilarducci, 2021 ; Kalleberg, 2012). En fait, l'usine n'existe plus en tant qu'*école* qui développe les compétences, en tant que lieu où l'on accède à la conscience de classe (Wang, 2020 ; Weeks, 2011). Au-delà, dans le capitalisme mondialisé, l'énorme développement des forces productives s'accompagne d'une augmentation des expériences de pauvreté laborieuse (Boo, 2012 ; Grover, 2005) et reste détaché de la réalisation de l'individu et de la croissance de son potentiel (Kalleberg, 2012). Des millions d'êtres

humains sont contraints de migrer pour échapper aux guerres et à la faim, et dans les pays développés eux-mêmes, la précarité augmente et les emplois aliénants se répandent, les inégalités sociales se creusent et la mobilité sociale se réduit (Atkinson, 2015 ; Klikauer 2015).

Pour toutes ces raisons, comme l'a déjà souligné Honneth (1982), le travail en soi ne semble plus être le moyen privilégié du développement de la personnalité, contribuant à l'épanouissement de la vie affective et de l'expérience intellectuelle du travailleur. Une analyse socio-économique qui ne remet pas en cause de façon critique le concept de travail risque de s'intégrer tranquillement dans le processus capitaliste de rationalisation (Honneth, 1982). Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de remettre en question non seulement l'organisation du travail dans la société capitaliste, mais aussi le statut émancipateur attribué au travail depuis le dix-neuvième siècle.

Selon l'école de Francfort, notamment Horkheimer et Adorno, et plus tard Arendt, Scheler et Habermas, le travail comporte inévitablement une composante d'aliénation. Horkheimer et Adorno (1947) considèrent le travail lui-même comme une malédiction qui perpétue la structure répressive de la société et contestent la position marxienne selon laquelle l'individu ne réalise son essence humaine qu'en façonnant le monde objectif. Dans la société capitaliste mondialisée, il y a une augmentation continue de l'intervention sur la nature extérieure avec des conséquences écologiques dévastatrices qui impliquent pour les travailleurs, soumis à des règles strictes, la répression de leur nature intérieure (instincts, passions, besoins naturels). En conséquence, selon Horkheimer et Adorno, le travail est une activité qui oblige les individus à réprimer leur propre nature interne et à réprimer leurs propres besoins pour contrôler et violer de plus en plus la nature externe. La société capitaliste mondialisée détermine donc la destruction de la nature et le malheur collectif.

Max Scheler (1922) effectue une critique de l'idéologie moderne du travail qui se réfère à l'éthique capitaliste. Dans la société contemporaine, le travail est présenté comme un comportement rigide et forcé, établi de l'extérieur, qui se révèle être une tension permanente vers l'acquisition illimitée de biens matériels. "C'est devenu une règle de préférence pour la morale moderne que le travail utile vaut mieux que les plaisirs agréables". (Scheler, 1922, p.125, traduction propre). Scheler

s'éloigne du *droit à la paresse* de Lafargue (1883) et considère que l'éthique capitaliste bourgeoise rompt la priorité existentielle du plaisir et le remplace donc par la valeur fondatrice pour parvenir à une conception productive de ce qui est bon. Pour Scheler, le travail n'est pas une activité autodéterminée, ouverte à l'initiative personnelle créatrice, mais il est à l'inverse une activité onéreuse et imposée qui implique une fatigue et une souffrance dont on ne saisit pas le sens. Le travail devient ainsi l'exemple maximal de l'action non réfléchie qui génère ce ressentiment qui est une particularité existentielle de notre société. Le travail permet la transformation de la nature et sa subordination à l'homme mais ne permet pas de donner un sens et une valeur au monde.

A la suite de l'analyse effectuée par Honneth (1982), il nous semble important de nous arrêter sur la réflexion sur le concept de travail menée par Habermas (1981) qui rejette le lien marxien entre travail et émancipation individuelle. Habermas distingue deux types d'action rationnelle, instrumentale et communicative :

- L'action instrumentale est motivée par un intérêt technico-stratégique et vise la réussite et concerne la société en tant que système économique qui trouve ses éléments structurants dans l'activité économique (manipulation de la nature) et dans la pratique politique (gestion du pouvoir). Les sociétés capitalistes assurent leur survie économique par l'action instrumentale qui permet de dominer la nature.
- L'action communicative est plutôt motivée par le désir de comprendre l'autre et vise à la compréhension mutuelle et à la solidarité entre les individus. Elle considère la société comme un monde de vie et trouve ses éléments structurants dans les formes linguistiques, les traditions culturelles et les valeurs partagées. L'objectif de l'extension de la compréhension intersubjective est lié à la particularité des sciences humaines et représente pour l'être humain une ouverture vers la liberté.

A la place de la dialectique marxienne *moyens de production - rapports de production*, Habermas établit donc la dialectique *société en tant que système économique - société en tant que monde de la vie* qui apparaît comme un élément potentiel de changement et de libération. Aujourd'hui, le système

économique, bien que nécessaire à la survie de la société, interfère massivement avec le monde de la vie par une invasion pathologique qui attaque son autonomie. Selon Habermas, il est nécessaire de défendre le monde de la vie contre la colonisation opérée par le système économique, car cette invasion produit une réification des relations sociales et la contraction des espaces de liberté : dans la société dans laquelle nous vivons, les relations humaines, l'épanouissement de la culture et la gestion du temps libre apparaissent fortement pliés à la logique de l'action instrumentale.

Le travail, défini comme action instrumentale, s'il permet à la société de s'émanciper du pouvoir de la nature, implique, pour ceux qui sont soumis à sa discipline, le contrôle et la répression de sa nature interne avec le remplacement du principe de plaisir par le principe de performance.

Enfin, nous en venons au développement théorique du concept de travail dont nous nous sentons le plus proche, celui de Marcuse.

Marcuse distingue le travail aliéné du travail libre qui se caractérise par le non-travail et permet à l'homme de sortir de la dynamique de répression et d'accéder au bonheur. Selon Marcuse (1941), pour Marx, l'abolition de la ségrégation des classes sociales et du prolétariat passe par l'abolition du travail en tant que tel. Les classes sociales doivent être abolies par l'abolition non seulement de la propriété privée mais aussi et surtout du travail lui-même. Le problème ne consiste donc pas à libérer le travail mais à l'abolir.

Plus tard, Marcuse (1955) reconnaît que tout type de société, pour survivre, nécessite une certaine répression de l'instinct, nécessaire pour mener à bien les activités de travail. Marcuse appelle cette répression la répression fondamentale. Dans une société capitaliste, cependant, en raison de son organisation sociale, il existe une répression supplémentaire qui détermine une condition d'aliénation et de sacrifice systématique du principe de plaisir. La répression supplémentaire correspond à ce qui, selon Marx, est le surtravail auquel est contraint le travailleur salarié. Marcuse pense également que la révolution communiste ne peut se résoudre à la socialisation des moyens de production mais nécessite le plein développement des potentialités humaines et que son succès est lié à la perspective du bonheur rendu possible par le dépassement de l'idéologie du travail. Le développement

technologique permet de penser à un monde dans lequel même la répression fondamentale, après l'abolition de la répression additionnelle, peut être presque complètement éliminée et dans lequel les individus peuvent éviter de réprimer leur côté instinctif.

Nous sommes donc convaincus qu'une approche marcusienne du concept de travail et de progrès technologique est fondamentale dans le cadre d'une analyse socio-économique susceptible de proposer un modèle cohérent de société post-travail. Nous ne croyons pas, en nous distançant partiellement de l'interprétation marcusienne pure, qu'une société post-travail nécessite nécessairement la socialisation des moyens de production, mais nous pensons qu'elle requiert inévitablement une remise en question absolue de l'éthique du travail (Cross, 2005 ; Ghilarducci, 2021 ; Sage, 2018), un changement culturel et de valeurs et, en même temps, la confiance dans le progrès technologique.

2.2 Instruments actuels d'aide au travail et au revenu

Dans le débat socio-économique actuel, nous sommes très loin d'une reconsidération du concept de travail (Morgan, 2019). Avant de passer au dispositif que nous souhaitons introduire, nous présentons, bien que brièvement et en les regroupant en macro-catégories, les principales mesures de soutien au revenu actuellement utilisées (Granaglia & Bolzoni, 2016). L'ordre d'exposition n'est pas aléatoire car nous commencerons par celles qui semblent les moins convaincantes pour atteindre les politiques qui sont plus proches du schéma que nous voulons développer dans ce travail. En outre, il convient de souligner que nous présentons ici ce que nous considérons comme la forme la plus standard et la plus courante de chacun des régimes que nous présentons. Nous sommes conscients que notre choix est arbitraire et discutable. Cependant, comme l'objectif de ce document n'est pas d'ouvrir une discussion sémantique et détaillée sur chaque schéma, nous simplifions intentionnellement et sélectionnons ce que nous considérons comme la forme la plus représentative.

La première distinction fondamentale doit être faite entre les prestations liées au travail (IWB), les subventions au revenu (constantes, c'est-à-dire le revenu de base universel, et décroissantes, c'est-à-dire le revenu minimum garanti/l'impôt négatif sur le revenu) et le salaire minimum.

Les prestations liées au travail s'appuient sur l'approche "*make-work-pay*" puisqu'il s'agit de paiements sous condition de ressources disponibles uniquement pour les personnes qui travaillent. En général, les partisans des prestations liées au travail avancent deux arguments principaux : premièrement, elles sont attrayantes parce qu'elles sont censées redistribuer de l'argent aux personnes situées dans les centiles inférieurs de la distribution des revenus ; elles sont donc efficaces sur le plan des objectifs (Bekerman, 1979 ; Granaglia & Bolzoni, 2016) ; deuxièmement, elles créent également des incitations supplémentaires à l'emploi (Immervol & Pearson, 2009) et, par conséquent, elles ne donnent pas de l'argent aux gens pour qu'ils ne fassent rien. Les résultats empiriques sur les effets de ce type de mesures sont controversés et des différences apparaissent dans les analyses transnationales (Blundell & Hoynes, 2004). Notre principale critique repose sur les deux arguments présentés ici : tout d'abord, en termes d'efficacité, alors qu'il ne fait aucun doute que, par définition, les prestations liées au travail sont moins coûteuses et plus efficaces, le ciblage économique des personnes se fait au prix du ciblage social et de la stigmatisation (Baumberg, 2016 ; Horan & Austin, 1974 ; Moffitt, 1983 ; Rainwater, 1979) ; ensuite, l'effet de donner de l'argent aux personnes en échange de quelque chose nous semble trop similaire à l'extorsion (Berardi, 2017). Comme l'explique Grover (2005), toutes ces mesures semblent être une bonne solution pour soutenir non pas les travailleurs, mais le capitalisme. En supposant que, même dans une société de plus en plus automatisée, certains travailleurs seraient toujours nécessaires, est-il juste de forcer ceux qui n'ont pas les moyens de refuser un travail pour survivre ? De plus, au stade actuel du capitalisme, comme nous l'avons vu plus haut, le travail lui-même semble être une valeur absolue à travers laquelle on juge les gens, avec une forte stigmatisation sociale à l'égard de ceux qui ne travaillent pas. Par conséquent, c'est aussi la raison pour laquelle une littérature massive sur l'impôt optimal sur le revenu, initiée par Mirreles (1971), a toujours analysé la

perte d'efficacité en termes de distorsions du marché du travail et son arbitrage avec des considérations d'équité sans se demander si c'est le travail lui-même qui génère l'inégalité.

En ce qui concerne les subventions au revenu, la première distinction est qu'elles peuvent être soit décroissantes, soit constantes. Les premières sont généralement définies comme le revenu minimum garanti (RMG) ou l'impôt négatif sur le revenu (INR). Dans le cas du revenu minimum garanti, les personnes qui gagnent moins d'un certain seuil G sont subventionnées jusqu'à ce seuil et, ensuite, elles commencent à payer des impôts sur la différence entre leurs revenus et la subvention. Cette forme de subvention diminue en termes monétaires à mesure que le revenu augmente. L'impôt négatif sur le revenu s'en écarte simplement parce que le montant de la subvention diminue à un taux plus faible. Enfin, en ce qui concerne les subventions à revenu constant, nous arrivons aux régimes de revenu de base universel (RBU) dans lesquels la subvention est versée de manière égale à tout le monde, indépendamment du fait qu'ils travaillent ou non. Cette forme de subvention est donc constante dans le sens où elle n'est pas retirée lorsque le seuil est atteint. L'impôt négatif sur le revenu et le revenu minimum garanti sont partiellement soumis à des conditions de ressources, puisqu'ils ne sont pas constants et ne sont donc pas véritablement universels. Toutes ces mesures sont censées être plus simples et plus rentables sur le plan administratif que les mesures purement axées sur les ressources. Dans la pratique, alors que les régimes hypothétiques de revenu universel ont conservé ces éléments de rentabilité et de simplicité, les propositions d'impôt négatif sur le revenu et de revenu minimum garanti ont évolué vers une plus grande mise sous condition de ressources et des conceptions plus complexes. En fait, depuis les années 1960, les régimes de revenu minimum garanti, outre la condition de pauvreté, ont commencé à ajouter la condition de disponibilité pour travailler ; ainsi, ils ont cessé d'être garantis mais sont devenus des revenus pour l'inclusion active (Granaglia & Bolzoni, 2016). La justification la plus récurrente de l'exigence de disponibilité pour travailler est la lutte contre le problème de la dépendance à l'égard de l'aide sociale, qui est censée survenir si les personnes reçoivent de l'argent sans qu'il leur soit demandé de faire quoi que ce soit. Par conséquent, les personnes ne seraient pas encouragées à améliorer leurs conditions, car si elles commencent à

gagner de l'argent, elles cessent de recevoir la subvention. Nous sommes convaincus que ces problèmes peuvent survenir si le revenu fourni est trop faible et ne permet pas aux personnes de le considérer comme une possibilité d'autonomisation et de développement personnel.

Les propositions d'UBI ont également été interprétées comme des dividendes sociaux afin de partager les ressources nationales (Raj, 2016 ; van Parjis, 1997). Comme le décrivent Islam et Colombino (2018), les régimes UBI sont appréciés car "i) il ne devrait pas y avoir de dépendance à l'égard de l'aide sociale ; ii) il ne devrait pas y avoir de problèmes de marché du travail noir car il n'y a pas d'incitation à sous-déclarer les revenus ou la situation professionnelle ; iii) il n'y a pas de stigmatisation puisque tout le monde reçoit le transfert ; iv) les coûts administratifs (De Walle, 1999) et les coûts d'adoption (Atkinson, 2015 ; Paulus, 2016 ; Pudney et al., 2006) sont relativement faibles." (Islam & Colombino, 2018, p. 3). L'UBI est un meilleur outil que les autres présentés ci-dessus, surtout s'il est considéré dans une perspective plus large de renouvellement des investissements dans les services de base, de reconfiguration de l'État-providence et de réflexions plus radicales sur les droits de propriété et la propriété du capital (Thompson, 2022). Néanmoins, notre principale préoccupation concernant l'UBI est que, puisque le transfert pourrait s'ajouter au revenu du travail, il finirait simplement par être une subvention universelle qui permettrait encore aux employeurs de payer des salaires bas. En fait, les personnes qui dépendent d'un revenu constant, afin d'avoir ne serait-ce qu'un peu plus que ce qu'elles reçoivent de l'État, seraient probablement disponibles pour des emplois mal rémunérés. Ainsi, même si l'UBI semble satisfaisant en termes d'absence de dépendance à l'égard de l'aide sociale, d'absence de stigmatisation et de réduction des coûts administratifs, il ne résout pas le problème principal : il reste une subvention aux entreprises.

Il n'est pas surprenant que des formes de revenu minimum garanti, d'impôt négatif sur le revenu (Friedman, 1962) et, dans certains cas, de revenu universel aient été proposées par des économistes néolibéraux et soutenues par le monde de l'entreprise. En fait, comme le capitalisme actuel repose sur un grand nombre de consommateurs, il est nécessaire de fournir aux gens suffisamment d'argent pour qu'ils puissent être des consommateurs. Dans une société de plus en plus

automatisée, avec un taux de chômage croissant, il est probable qu'une part de plus en plus importante de la population ne disposera pas de revenus du travail, ce qui fera d'elle un consommateur à part entière. Par conséquent, la solution ne peut venir que de l'État qui verse des revenus suffisamment élevés pour être des consommateurs de base, mais suffisamment bas pour empêcher l'autonomisation et le développement personnels. De ce point de vue, les subventions peuvent être considérées comme le médicament salvateur de cette forme agonisante de capitalisme mondialisé. Un certain espoir dans le débat sur l'UBI provient de Berry (2020) qui, partant de la pandémie de Covid-19, réfléchit à la manière d'évoluer vers des formes plus universalistes d'UBI.

Nous concluons ce bref examen en présentant brièvement le rôle des salaires minimums. Le salaire minimum se réfère généralement à toute loi qui fixe le salaire le plus bas payable par les employeurs aux employés. Dans le meilleur des cas, un salaire minimum effectif pourrait avoir un effet redistributif sur les personnes situées au bas de l'échelle des revenus (Freeman, 1996). À l'inverse, dans le pire des scénarios, l'introduction (ou l'augmentation) du salaire minimum pourrait avoir pour effet de déplacer les travailleurs faiblement rémunérés vers le chômage (Nguyen & Zimmer, 2017). Nous pensons que les salaires minima sont un bon outil pour renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs et pour les responsabiliser ; toutefois, s'agissant du salaire du travail, il est intrinsèquement lié au travail. Nous considérons donc les salaires minimums comme un (bon) outil complémentaire d'un système plus général qui peut fournir à chacun un filet de sécurité pour son indépendance.

2.3 Revenu universel d'autonomie (RUI)

Compte tenu des prémisses théoriques et des faiblesses que nous constatons dans les instruments actuellement examinés, nous présentons ici un régime d'imposition et de prestations radicalement différent. Nous l'appelons Revenu universel d'indépendance (RUI) et il fonctionne de la manière suivante. Chaque personne vivant dans le pays, à la fin de ses études secondaires, commence à

recevoir une somme d'argent mensuelle régulière (autour du revenu médian). Dès qu'elle commence à travailler, elle cesse de percevoir le RMI et paie des impôts selon la structure suivante : pas d'impôt jusqu'à un revenu brut du travail égal à l'équivalent du RMI, un taux marginal d'imposition en constante augmentation au-delà de l'équivalent du RMI. Les personnes ont le droit de recevoir cette somme tout au long de leur vie, c'est-à-dire que les pensions sont remplacées par l'assurance-chômage. Il conviendrait d'accorder plus d'attention à la nouvelle fonction fiscale qui, selon nous, devrait être introduite en complément. En fait, les personnes dont le revenu brut du travail est supérieur à l'assurance-chômage paient des impôts selon une fonction fiscale continue très simple qui remplacerait les tranches d'imposition existantes. Le taux marginal d'imposition maximal est fixé à 0,9, ce qui semble élevé de nos jours mais qui est en fait conforme aux taux appliqués au Royaume-Uni dans les années 70 (Atkinson & Salverda, 2005 ; Alvaredo et al., 2013). La raison pour laquelle le seuil de la zone non imposable est fixé au niveau des prestations est qu'il semble plus égalitaire de permettre aux personnes de conserver l'intégralité de leur salaire brut lorsqu'elles décident de travailler, même si elles auraient pu choisir de ne pas travailler et de bénéficier des prestations. D'un certain point de vue, il s'agit de la seule incitation au travail prévue par le scénario de l'assurance-chômage universelle. Cependant, nous pensons que l'assurance-chômage doit être considérée comme un outil de liberté, un outil permettant aux gens de choisir de travailler ou non ; nous pensons donc que ceux qui décident de travailler ne devraient pas être pénalisés et ne devraient donc pas payer d'impôts jusqu'à ce qu'ils reçoivent le même montant de prestations que ceux qui ne travaillent pas.

Comme les gens sont désormais libres de choisir de travailler ou non sans contrainte de revenu, le marché du travail est totalement flexible. Presque toutes les dépenses de sécurité sociale sont annulées et les seules dépenses sociales résiduelles peuvent être certaines formes d'allocations familiales et de subventions aux personnes handicapées.

L'assurance-chômage et le taux d'imposition s'appliquent strictement à l'individu, sans tenir compte de la dimension du ménage. Ceci est motivé, comme mentionné ci-dessus, par le désir de ne

pas encourager une société atomistique basée sur des incitations à vivre dans des ménages séparés pour recevoir des subventions totales plus importantes.

Si le revenu fourni est suffisamment élevé et que l'on s'attend à ce qu'il soit perçu pour toujours à l'avenir, il pourrait décourager suffisamment le travail rémunéré et devrait permettre à chacun de choisir comment passer son temps, en réduisant l'attachement à la valeur du travail lui-même et en éloignant l'ensemble de la société de l'éthique du travail. Du point de vue de la société, nous reconnaissons que le lendemain serait assez chaotique si tout le monde décidait d'arrêter de travailler. Toutefois, ce ne serait que le test décisif d'une société fondée sur des valeurs et des mécanismes erronés. Si les gens ne travaillent que parce qu'ils y sont contraints et non parce qu'ils le souhaitent, nous pensons que la baisse potentielle du PIB et les chocs de productivité seraient les problèmes les moins urgents.

Des preuves expérimentales suggèrent que le RBI pourrait réduire l'aversion au risque et donc promouvoir les activités entrepreneuriales et l'investissement dans le capital humain (Blattman et al., 2014). Nous sommes convaincus que ces résultats devraient également s'appliquer à l'assurance-chômage, les personnes ayant plus de temps à consacrer à leur développement personnel et à planifier ce qu'elles veulent vraiment faire.

3 Une demande au Royaume-Uni

Nous avons simulé l'introduction de l'UII au Royaume-Uni et, sans entrer dans les détails techniques de la simulation (plus de détails peuvent être trouvés dans le matériel supplémentaire en ligne), nous présenterons d'abord les principaux résultats et discuterons ensuite de certaines mises en garde et limitations sur le site .

3.1 Principaux résultats

Nous comparons l'assurance-chômage au système britannique d'imposition et d'indemnisation en 2018, qui constitue notre scénario de référence², et à un scénario standard d'assurance-chômage

Avec l'introduction de l'assurance-chômage, les personnes qui ne travaillent pas reçoivent une allocation de 1 262 £ par mois, tandis qu'avec l'assurance-chômage, toutes les personnes âgées de plus de 18 ans reçoivent 245 £ par mois. Une différence frappante apparaît lorsque l'on compare le revenu disponible individuel maximum dans les scénarios réformés avec le scénario de base : dans le scénario de base, il est plus de quatre fois plus élevé que dans le scénario réformé. Cela est dû à la grande progressivité introduite par la fonction fiscale lisse. De même, si l'on considère les différentes mesures de l'inégalité, l'IIU obtient de meilleurs résultats que le scénario de base et bien meilleurs que le RMI. Ces résultats semblent prometteurs, d'autant plus que nous n'examinons ici que les effets sur l'inégalité le lendemain de la mise en œuvre du nouveau régime, c'est-à-dire sans tenir compte des réactions de l'offre de main-d'œuvre. En fait, dans le cas de l'introduction de l'assurance-chômage, ceux qui gagnent moins que l'assurance-chômage auraient, à moyen terme, a) la possibilité de quitter leur emploi et donc d'obtenir l'assurance-chômage ; b) un pouvoir de négociation accru qui leur permettrait de demander des salaires plus élevés. Nous pensons donc qu'il est juste de supposer que ces résultats ne sont qu'une limite inférieure du pouvoir de redistribution de l'assurance-chômage.

Un autre indicateur important pour évaluer l'effet d'une politique donnée consiste à mesurer le pourcentage de gagnants, c'est-à-dire ceux qui ont bénéficié de l'introduction d'une politique donnée. Là encore, lorsque l'UII est introduite, la part la plus élevée des gagnants est concentrée dans les déciles les plus pauvres de la distribution des revenus, tandis que sous le régime de l'UBI, les gagnants sont concentrés dans les déciles les plus riches. Dans le groupe du 10e décile de revenu, compte tenu de la plus grande progressivité introduite par la nouvelle fonction fiscale, la part des

² Le système de base se caractérise par un barème d'imposition progressif avec trois taux d'imposition allant de 20 % à 45 % et une zone de non-imposition en dessous de 12 500 livres sterling par an. La majorité des prestations existantes suivent l'approche "make-work-pay" et sont fortement conditionnelles. L'universalisme se limite à un nombre limité de prestations d'invalidité, de santé et pour enfants. Les données du FRS portent sur les personnes depuis leur naissance. L'âge est censuré à 80 ans pour des raisons de confidentialité <https://www.gov.uk/government/collections/family-resources-survey--2>.

gagnants est presque toujours inférieure à 50 %, que ce soit dans le cadre de l'UII ou de l'UBI, mais dans le cas de l'UII, elle atteint même 8 %.

Même si nous n'avons pas tenu compte de l'effet dynamique dans la simulation, nous avons essayé de simuler la situation du lendemain, lorsque tous ceux qui gagnent moins que l'assurance-chômage décident de quitter leur emploi et de commencer à percevoir l'assurance-chômage. Comme prévu, la valeur de l'assurance-chômage diminue pour atteindre 906 livres sterling par mois, mais, tout en maintenant la charge fiscale constante, elle ne semble pas devenir irréalisable. On peut raisonnablement s'attendre à ce que les personnes gagnant à peine plus que l'assurance-chômage décident de toute façon de quitter leur emploi et que la valeur de l'assurance-chômage diminue encore davantage. Comme indiqué dans la section 2, si cette tendance à l'infaisabilité potentielle peut être inquiétante dans le cadre d'un raisonnement standard, de notre point de vue, s'il s'avère que la plupart des personnes décident de quitter leur emploi pour bénéficier de l'allocation, cela devrait suggérer que le système actuel est principalement basé sur l'extorsion et que son effondrement peut être souhaitable.

Si l'on examine les différences entre les types de ménages, les gains de l'assurance-chômage sont principalement concentrés sur les couples avec ou sans enfants. Il s'agit là encore de l'un des objectifs souhaités de notre réforme, à savoir inciter les gens à former de nouveaux ménages ensemble, s'attaquer à l'atomisation de notre société, ce qui est fortement soutenu par la structure de la majorité des prestations actuelles qui impliquent des échelles d'équivalence basées sur le ménage et des réductions des prestations qui ne permettent pas la création d'économies d'échelle.

Afin de comprendre la faisabilité de la charge fiscale réformée, nous calculons le taux d'imposition effectif moyen (c'est-à-dire le rapport entre l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les revenus marchands individuels). Les résultats suggèrent que dans les scénarios réformés, par rapport au scénario de base, il y a un fort rééquilibrage en faveur des personnes des centiles les plus pauvres de la distribution des revenus ou, d'une manière plus conventionnelle, un déplacement significatif de la charge fiscale vers les revenus les plus élevés.

Nous concluons cette simulation en essayant d'évaluer l'effet de l'introduction de l'assurance-chômage et du revenu minimum d'insertion sur les incitations au travail³. Il est en effet important de voir si et comment l'introduction de ces deux mesures modifie la volonté des gens de travailler plus ou moins et/ou d'entrer sur le marché du travail ou de le quitter. Comme prévu et souhaité, l'introduction de l'UII réduit globalement les incitations à travailler davantage (une fois sur le marché du travail) et décourage fortement la participation au marché du travail. D'autre part, l'assurance-chômage a un effet positif important sur la participation au marché du travail.

3.1 Préoccupations et mises en garde

Premièrement, il pourrait y avoir un problème concernant le risque croissant de travail informel et de personnes qui conservent l'assurance-chômage tout en gagnant un peu plus d'argent, en particulier pour les emplois existants rémunérés en dessous du niveau de prestation. Nous n'avons pas l'intention d'analyser ici les racines socioculturelles du travail non déclaré, mais nous sommes convaincus que l'une des possibilités de réduire ce risque est de mettre en place un système de sanctions assez ciblé. Ainsi, si, par exemple, la sanction pour ne pas avoir respecté les règles un nombre donné de fois, c'est-à-dire pour avoir travaillé sans déclarer son statut professionnel, était la perte de l'accès à l'assurance-chômage, cela pourrait constituer un facteur de dissuasion assez fort pour le travail informel. Quoi qu'il en soit, puisque nous voulons rester dans une perspective utopique, bien que concrète, s'il est fondamental d'essayer d'aborder les problèmes potentiels, l'exploration de schémas d'application appropriés dépasse la portée de l'analyse actuelle.

Nous devons reconnaître que si nous essayons d'étudier l'effet de l'introduction de l'assurance-chômage sur les incitations au travail, en les utilisant comme approximation de l'effet sur l'offre de travail, au stade actuel de notre recherche, nous ne sommes pas en mesure d'étudier quel pourrait être l'effet sur la demande de travail (Dolls et al., 2017 ; Peichl et Siegloch, 2012). Étant donné que

³ Pour ce faire, nous calculons les taux marginaux d'imposition et les taux de participation pour mesurer la participation au marché du travail, respectivement à la marge intensive et à la marge extensive.

l'introduction de l'assurance-chômage induirait un changement radical, il est difficile de formuler une hypothèse sur la détermination du salaire d'équilibre. En fait, si l'assurance-chômage avait pour effet de retirer des personnes du marché du travail, la place dans laquelle les salaires sont actuellement déterminés serait radicalement modifiée. Des hypothèses fortes seraient donc nécessaires. Théoriquement, nous supposons donc que la demande n'est pas soumise à des contraintes, en abandonnant la croyance idéologique selon laquelle le système capitaliste actuel n'est qu'un des systèmes possibles issus de l'une des rationalités possibles.

Enfin, il convient de mettre davantage l'accent sur le rôle fondamental de l'évolution technologique. Un commentaire que les partisans de l'UBI ont l'habitude de recevoir est le vieil adage "il n'y a pas de repas gratuit". C'est faux ou, du moins, cela peut être faux : grâce à l'automatisation, nous pouvons aspirer à un déjeuner gratuit. Ce qu'il faut, c'est une confiance propulsive dans l'innovation. Une fois que nous serons capables de dépasser la rhétorique du travail acharné, nous pourrions nous rendre compte que nous n'avons pas besoin de tant de travail que cela (Bowles, 2014 ; Elliott, 2014 ; Frey & Osborne, 2013). L'innovation et son exploitation pourraient être les véritables forces de la libération humaine tant attendue.

4 Conclusions

Dans les économies postindustrielles de tous les grands pays développés, nous pensons qu'il est difficile de considérer le travail rémunéré en soi comme un instrument d'autodétermination (Marx, 1844), mais qu'il risque de devenir un générateur d'exploitation et de pauvreté (Berardi, 2017). C'est la raison pour laquelle, dans ce travail, nous avons essayé de mettre au point une prestation assortie de fortes mesures de dissuasion du travail rémunéré qui devrait offrir aux personnes une stratégie de sortie et un pouvoir de négociation plus élevé. En effet, dans une économie capitaliste mondialisée, la concurrence entre les travailleurs tend à réduire constamment leur pouvoir de négociation et à transformer à la naissance tout un chacun en un simple travailleur. Ce que nous proposons ici ne veut

pas être une réforme pratique et facile à mettre en œuvre, mais la première graine utopique qui pourrait souligner le fait qu'une société de travailleurs n'est pas souhaitable et, en fait, pas inévitable. La société de travail n'est qu'une des nombreuses sociétés possibles. Elle est le produit d'une certaine idéologie, elle est bénéfique pour certaines personnes et peut avoir le potentiel destructeur de creuser indéfiniment les inégalités.

Nous imaginons ce que nous avons présenté dans ce travail comme l'étoile vers laquelle nous devrions décider de nous diriger à long terme afin de changer le statu quo. L'étoile ne sera peut-être pas la politique de demain, mais elle devrait être l'outil qui nous permettra de trouver la bonne direction après-demain. Nous avons en effet présenté notre réforme politique comme une prestation qui devrait permettre à chaque personne de s'abstenir de tout travail rémunéré et de ne travailler que si elle le souhaite. Nous imaginons le revenu universel d'indépendance comme un outil permettant de réduire l'extorsion des travailleurs, d'accroître leur pouvoir de négociation et d'offrir de nouvelles possibilités d'épanouissement personnel en dehors du travail rémunéré. Les résultats de la simulation de son introduction au Royaume-Uni montrent que le RUI aurait un effet positif sur l'inégalité et sur la réduction de l'entrée sur le marché du travail et de la quantité de travail rémunéré effectué une fois sur le marché du travail.

Fisher (2009) définit le réalisme capitaliste comme la conviction largement répandue que "non seulement le capitalisme (est) le seul système politique et économique actuellement viable, mais qu'(il est) impossible d'imaginer une alternative cohérente" (p. 13). Pour cette raison, toute analyse qui cherche à remettre en question les fondements de la structure socio-économique qui a unifié la planète est qualifiée d'utopique et d'idéologique par ceux qui se considèrent comme réalistes et pensent évoluer dans les paramètres de la rationalité scientifique.

Mais tout cela donne l'impression d'être condamné à vivre dans un éternel présent et que le temps est aboli. A la suite de Benjamin (1950), nous pensons que le capitalisme risque de nous condamner à la répétition du présent, un présent qui se dilate, efface le passé et ferme l'avenir. Le

rejet de l'idée même d'avenir semble être la cause du discrédit dans lequel le mainstream néolibéral a jeté toute tentative de critique de la réalité et de réflexion sur des mondes alternatifs.

En conclusion, nous considérons notre utopie, notre Star, comme un appel à échapper à une idéologie sombre, pessimiste et restrictive, en essayant au contraire de rééquilibrer l'avenir sur la valeur de la beauté et d'imaginer une réalité qui dépasse les limites esthétiques de la réalité. En fin de compte, dès 1979, Marcuse, dans "La dimension esthétique", considérait l'art comme une activité révolutionnaire, d'une part, la dénonciation de la réalité constituée et, d'autre part, l'évocation de la belle image de la libération.

Bibliographie

Alvaredo F., Atkinson A. B., Piketty T. and Saez E. (2013). The top 1 percent in international and historical perspective. *Journal of Economic Perspectives*. 27(3). 3-20.

Atkinson, A. B. (2015). *Inequality*. Harvard University Press.

Atkinson A. B., Salverda W. (2005). Top Incomes in the Netherlands and the United Kingdom over the 20th Century. *Journal of the European Economic Association*. 3(4). 883-913.

Baumberg, B. (2016). The stigma of claiming benefits: a quantitative study. *Journal of Social Policy*, 45(2), 181-199.

Benanav, A. (2020). *Automation and the future of work*. Verso.

Benjamin, W. (1950). Über den Begriff der Geschichte, in: *Die Neue Rundschau*

Berardi, F. (2017). *Quarant'anni contro il lavoro*. DeriveApprodi

Berlin, I. (1953). *The hedgehog and the fox: An essay on Tolstoy's view of history*. Princeton University Press.

Berry, C. (2020). Beyond universal basic income. *IPPR Progressive Review*, 27(1), 48-57.

Blattman C., Fiala N., Martinez S. (2014). Generating skilled self-employment in developing countries: Experimental evidence from Uganda. *The Quarterly Journal of Economics*, 129(2), 697-752.

Blundell R., Hoynes H. W. (2004). Has' In-Work'Benefit Reform Helped the Labor Market? In *Seeking a Premier Economy: The Economic Effects of British Economic Reforms. 1980-2000* (pp. 411-460). University of Chicago Press.

Boo, K. (2012) *Behind the Beautiful Forevers: Life. Death. and Hope in a Mumbai Slum*. London: Portobello Press.

Bowles, J. (2014). *The computerisation of European jobs*. Bruegel. Brussels.

Caffentzis, G. (2012). *In letters of blood and fire: Work, machines, and the crisis of capitalism*. pm Press.

Calnitsky, D. (2021). The Policy Road to Socialism. *Critical Sociology*, doi:10.1177/08969205211031624.

Cross, G. (2005). A right to be lazy? Busyness in retrospective. *social research*, 263-286.

De Walle, V. (1999). Public spending and the poor. In: *Policy Research Working Papers*. World Bank. Technical Report.

Cleaver, H. (1977). Malaria, the Politics of Public Health and the International Crisis, *Review of Radical Political Economics* 9: 81–103.

- Dolls M., Doorley K., Paulus A., Schneider H., Siegloch S., Sommer E.** (2017). Fiscal sustainability and demographic change: a micro-approach for 27 EU countries. *International Tax and Public Finance*. 24(4). 575-615.
- Duffy, M.** (2007). Doing the dirty work: Gender, race, and reproductive labor in historical perspective. *Gender & Society*, 21(3), 313-336.
- Elliott, S. W.** (2014). Anticipating a Luddite revival. *Issues in Science and Technology*. 30(3). 27-36.
- Fisher, M.** (2009). *Capitalist realism: Is there no alternative?*. John Hunt Publishing.
- Freeman, R. B.** (1996). The minimum wage as a redistributive tool. *The Economic Journal*. 106(436). 639-649.
- Frey, C. B., Osborne M. A.** (2017). The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation? *Technological forecasting and social change*. 114. 254-280.
- Friedman, M.** (1962). *Capitalism and Freedom*. University of Chicago Press. Chicago.
- Ghilarducci, T.** (2021). Making Old People Work: Three False Assumptions Supporting the “Working Longer Consensus”. *Politics & Society*, 49(4): 549-574.
- Godelier, M.** (1966). *Rationality and Irrationality in Economics*. Monthly Review Press. New York
- Granaglia E., Bolzoni M.** (2016). *Il reddito di base*. Ediesse.
- Grover, C.** (2005). Living wages and the ‘making work pay’ strategy. *Critical Social Policy*. 25(1):5-27. doi:10.1177/0261018305048965
- Habermas, J.** (1981). English Version (1984) *The Theory of Communicative Action. Vol. 1. 'Reason and the Rationalization of Society'*.

- Honneth, A.** (1982). Work and instrumental action: On the normative basis of critical theory. *Thesis Eleven*. 5(1). 162-184.
- Horan P. M., Austin P. L.** (1974). The social bases of welfare stigma. *Social problems*. 21(5). 648-657.
- Horkheimer M., Adorno T. W.** (1947). English version. (2002) *Dialectic of enlightenment*. Stanford University Press.
- Islam N., Colombino U.** (2018). The case for NIT+ FT in Europe. An empirical optimal taxation exercise. *Economic Modelling*.
- Kalleberg, A. L.** (2012). Job quality and precarious work: Clarifications, controversies, and challenges. *Work and Occupations*. 39(4). 427-448.
- Klikauer, T.** (2015). What Is Managerialism? *Critical Sociology*. 41(7-8):1103-1119. doi:10.1177/0896920513501351
- Klikauer, T.** (2002). Critical theory and the world of work. *Management Research News* 25(8/10): 111.
- Lombardozi, L. & Pitts, F. H.** (2020). Social form, social reproduction and social policy: Basic income, basic services, basic infrastructure. *Capital and Class*, 44(4), 573–594.
- Marcuse, H.** (1969). *An essay on liberation* (Vol. 319). Beacon Press.
- Marcuse, H.** (1955). English Version. (1966) *Eros and Civilization: Philosophical Inquiry Into Freud*. Beacon Pr.
- Marcuse, H.** (1941.) English Edition (2000) *Reason and revolution*. Routledge.
- Marx K., Engels F.** (1846). English version (1972) *The German Ideology (Vol. 1)*. International Publishers Co.

- Mathers, A.** (2020). Universal basic income and cognitive capitalism: A post-work dystopia in the making? *Capital and Class*, 44(3), 325–343.
- Mirreles, J. A.** (1971). An exploration in the theory of optimum income taxation. *The Review of Economic Studies*. 38(2). 175-208.
- Moffitt, R.** (1983) An economic model of welfare stigma. *The American Economic Review*. 73(5). 1023-1035.
- Morgan, J.** (2019). Will we work in twenty-first century capitalism? A critique of the fourth industrial revolution literature. *Economy and Society*, 48(3), 371-398.
- Nguyen K., Zimmer D. M.** (2017). Minimum Wage Debate. *The American Middle Class: An Economic Encyclopedia of Progress and Poverty [2 volumes]*. 232.
- Peck, J.** (2001). *Workfare States*. New York: Guilford Press.
- Peichl A., Siegloch S.** (2012). Accounting for labor demand effects in structural labor supply models. *Labour Economics*. 19(1). 129-138.
- Pudney S., Hancock R., Sutherland H.** (2006). Simulating the reform of means-tested benefits with endogenous take-up and claim costs. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*. 68(2). 135-166.
- Rainwater, L.** (1982). Stigma in income-tested programs. In *Income-Tested Transfer Programs* (pp. 19-65). Academic Press.
- Sage, D.** (2019). Unemployment, wellbeing and the power of the work ethic: Implications for social policy. *Critical Social Policy*. 39(2):205-228. doi:10.1177/0261018318780910
- Scheler, M.** (1922). First German Edition (1978) *Das Ressentiment im Aufbau der Moralen*. Klostermann.

- Srnicek N., Williams A.** (2015). *Inventing the future: Postcapitalism and a world without work*. Verso Books.
- Thompson, M.** (2022). Money for everything? Universal basic income in a crisis. *Economy and Society*, 1-22.
- Torry, M.** (2018). Some Lessons from the Recent UK Debate about Universal Basic Income. In *CESifo Forum* (Vol. 19. No. 3. pp. 10-14). München: ifo Institut–Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München.
- Torry, M.** (2015). Two feasible ways to implement a revenue neutral Citizen's Income scheme (No. EM6/15). *Euromod Working Paper*.
- Tromp, A.** (2017). The Effects of a Hybrid Negative Income Tax on Poverty and Inequality: a Microsimulation on the UK and Italy (No. EM15/17). *Euromod Working Paper*.
- van Parijs, P.** (1991). Why Surfers Should be Fed: The Liberal Case for an Unconditional Basic Income. *Philosophy and Public Affairs*, 20(2), 101-131.
- van Parijs P., Vanderborght Y.** (2017). *Basic income: A radical proposal for a free society and a sane economy*. Harvard University Press.
- Vogel, L.** (2013). *Marxism and the oppression of women: Toward a unitary theory*. Brill.
- Wang, J. J.** (2020). How managers use culture and controls to impose a ‘996’ work regime in China that constitutes modern slavery. *Accounting & Finance*, 60(4), 4331-4359.
- Weeks, K.** (2011). *The problem with work: Feminism. Marxism. antiwork politics. and postwork imaginaries*. Duke University Press.